

Hôtel du Gouvernement – 2, rue de l'Hôpital, 2800 Delémont

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche – DEFR
M. le Conseiller fédéral
Johann N. Schneider-Ammann
Schwanengasse 2
3003 Bern

Hôtel du Gouvernement
2, rue de l'Hôpital
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 51 11
f +41 32 420 72 01
chancellerie@jura.ch

Delémont, le 29 septembre 2015

Loi fédérale sur la coopération entre la Confédération et les cantons dans l'espace suisse de formation (loi sur la coopération dans l'espace suisse de formation, LCESF)

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le Gouvernement jurassien vous remercie de la possibilité que vous lui offrez de se prononcer sur la consultation relative au projet de loi fédérale sur la coopération entre la Confédération et les cantons dans l'espace suisse de formation (LCESF).

Le Gouvernement adhère aux principes des objectifs de la coopération tels qu'exposés dans le rapport explicatif, ainsi qu'aux mesures définies par ce dernier en relation avec les objectifs poursuivis. Ils sont en phase avec l'état actuel des travaux menés sur la base de l'art. 61a, Cst. et avec les perspectives sur lesquelles cantons et Confédération se sont mis d'accord.

Le Gouvernement observe cependant que le nouveau projet de loi mis en consultation ne mentionne plus aucun projet et institution, mais se limite à prévoir une convention de coopération, contrairement aux principes et formes de partenariat discutés jusqu'alors. Le Gouvernement peut certes suivre les conclusions du rapport explicatif selon lesquelles il serait inadéquat de fixer au niveau de la loi des projets concrets, les cantons veulent toutefois pouvoir compter sur un partenariat fiable et durable, également sur le plan du financement et des engagements de la Confédération. Il part donc du principe que la variante du projet de loi mise en consultation inclura de bonne foi et à long terme tous les projets et institutions en question qui sont connus de longue date.

S'agissant de l'organisation de la coopération et de la conduite des institutions communes, il ne faut en aucun cas que le processus suivi jusqu'ici, très pragmatique, effectué au sein des structures mises en place, ne s'alourdisse ou ne se complique. L'organisation de la coopération telle qu'elle est décrite dans le rapport explicatif traduit cette volonté, qui est aussi celle du Gouvernement jurassien, et qui pourrait déboucher encore sur d'autres simplifications (par ex. intégrer le pilotage de PISA et la fonction de la CORECHED dans la direction du processus Monitoring de l'éducation).

En résumé, le Gouvernement estime que la mise en œuvre coordonnée des articles constitutionnels de 2006 a été bien engagée et est aujourd'hui bien rodée. En termes de coopération horizontale et verticale, le domaine de l'éducation est très bien structuré. Quant aux outils au service de la coresponsabilité de la qualité et de la perméabilité de l'espace suisse de formation, conformément à l'art. 61a, Cst., ils fonctionnent avec succès pour l'instant. La LCESF devrait s'inscrire tout naturellement dans la poursuite d'une telle évolution positive. Si tel est l'objectif auquel la loi proposée entend et peut répondre sous sa nouvelle forme, le Gouvernement n'a aucune objection à y apporter du point de vue cantonal.

Pour le surplus, le Gouvernement jurassien renvoie et adhère aux éléments figurant dans la réponse de la Conférence des directeur-trice-s de l'instruction publique (CDIP).

Veuillez croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'expression de sa parfaite considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Michel Thentz
Président




Jean-Christophe Kübler
Chancelier d'Etat